

# DA04 - DOSSIER D'ACCRÉDITATION DE L'OFFRE DE FORMATION DU 1<sup>ER</sup> ET DU 2<sup>E</sup> CYCLE DE L'ÉTABLISSEMENT : FICHE PROJET D'UNE FORMATION DU 1<sup>ER</sup> ET DU 2<sup>E</sup> CYCLE EN VUE DE L'ACCRÉDITATION

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2022-2023  
VAGUE C

Établissement demandant l'accréditation : Avignon Université

Établissement(s) co-accrédité(s) :

LICENCE DROIT	
<b>Caractérisation de la formation</b>	
<b>Intitulé de la formation</b>	Mention Licence Droit Relève de la nomenclature nationale
<b>Type de cursus</b>	Licence
<b>Parcours</b>	Parcours unique
<b>Lieu(x) de la formation</b>	
<b>Évolution de la formation</b>	Renouvellement avec restructuration légère :
<b>Réponse aux recommandations du Hcéres dans l'évaluation du bilan de la formation</b>	
<i>Actions envisagées pour chaque recommandation, modalités de mise en œuvre</i>	<b>1) Renforcer l'équipe pédagogique en enseignants chercheurs</b>  Les formations du département Droit souffrent depuis longtemps d'un sous-encadrement très important. Depuis quelques années, le département a néanmoins bénéficié d'un soutien de l'établissement en termes de ressources humaines, avec le recrutement de 6 enseignants chercheurs depuis 2018. La

	<p>poursuite de cette dynamique de recrutement - pour laquelle le niveau décisionnaire n'est pas celui de la formation - est effectivement une condition essentielle à la soutenabilité de l'offre.</p> <p><b>2) Renforcer la poursuite d'études au sein des masters d'AU</b></p> <p>Les capacités d'accueil en master contraignent la poursuite d'études des étudiants de licence au sein des masters d'AU. Du reste, l'offre réduite de masters en droit ne permet pas de répondre aux aspirations de tous les étudiants en termes de spécialités. Certaines actions peuvent toutefois être envisagées pour donner une meilleure visibilité aux masters en droit d'AU et renforcer leur attractivité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La mise en place d'un cours d'introduction au droit du numérique en L3 pour sensibiliser les étudiants aux thématiques du Master Droit du numérique. Un tel enseignement permettrait aussi de renforcer l'adossement au laboratoire Biens, normes et contrats</li> <li>- La mise en place d'un cycle de conférences commun au L3 droit et au Master Droit, parcours Métiers du droit (conférences métiers, actualité en matière procédurale...)</li> </ul> <p><b>3) Mener une réflexion sur l'approche par compétences afin d'améliorer le taux de réussite</b></p> <p>Les maquettes en cours de construction seront présentées selon l'approche par compétences.</p>
<p><b>Évolution du projet de la formation</b></p>	
<p><b>Formation en renouvellement à l'identique ou avec une légère restructuration</b></p>	<p><b>Politique et caractérisation de l'offre de formation</b></p> <p>Principales évolutions sur l'insertion professionnelle et la continuité d'étude</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Projet d'adossement de la licence professionnelle MSGR « Sécurité des biens et des services » à la licence Droit, selon le modèle des LP désuspendues (discussions en cours avec le Service de la Formation tout au long de la vie)</li> <li>- Projet de création d'une licence professionnelle « Carrières publiques », adossée à la licence Droit et aux licences du département SPES (Licences AES &amp; Science politique). Pour les étudiants qui seraient en difficulté à l'issue de la L1 (entre 8 et 10 de moyenne), et après un entretien de motivation, une orientation pourrait ainsi être proposée vers cette licence professionnelle Carrières publiques.</li> </ul> <p><b>Organisation pédagogique de l'offre de formation</b></p> <p>Principales évolutions destinées à favoriser la réussite et la professionnalisation des étudiants</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place du dispositif ALLURE en L1 (2 groupes, environ 80 étudiants/</li> </ul>

	<p>2 unités de remédiation par semestre)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement des travaux dirigés en L2 et L3 pour favoriser la réussite des étudiants et renforcer leurs compétences professionnelles (études de cas, argumentation juridique, exercices de plaidoiries...)</li> <li>- Mise en place d'activités de mise en situation complexe (AMS) en L3, dans le cadre de l'approche Programme Compétence (ex : études de cas transversaux en droit des contrats spéciaux et en droit des biens).</li> </ul> <p><b>Pilotage et amélioration continue de l'offre de formation</b></p> <p>Évolutions destinées à améliorer le pilotage de la formation</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Évolution de la composition du conseil de perfectionnement avec un doublement du nombre de professionnels (4 au lieu de 2 dans la composition actuelle)</li> <li>- Cadrage plus strict des missions de ce conseil : analyse systématique des taux de réussite et des résultats de l'évaluation des enseignements (qui a été systématisée depuis l'auto-évaluation), mise en place d'un suivi des préconisations.</li> </ul>
<p><b>DFG comprenant un PASS et mentions de licence comprenant une option « accès santé » (LAS)</b></p>	<p>La mise en place des LAS à AU et à l'université de Toulon est coordonnée par AMU. Elle a donné lieu à la signature d'une convention qui précise les modalités de mise en œuvre des LAS dans chaque établissement partenaire et le nombre de places disponibles dans chaque LAS1. L'accès en LAS2 des étudiants reçus-collés en PASS provenant d'AMU n'est pas limitatif.</p> <p>La mineure santé représente 10 crédits ects assurés à distance et en asynchrone par la faculté de SMPM d'AMU. Les modalités d'apprentissage sont les mêmes pour tous les étudiants inscrits en LAS des universités partenaires. Les enseignements sont accessibles via la plate-forme pédagogique AMETICE. L'inscription dans le bloc santé est gratuite pour les étudiants avignonnais. Un forum de discussion sur la plate-forme AMETICE permet à l'ensemble des étudiants inscrits en LAS dans les 3 universités partenaires de poser des questions et d'accéder à l'ensemble des réponses apportées par les enseignants.</p> <p>À AU la mineure santé de 10 ects (80h00 de cours) se rajoute aux 60 ects de la L1 ou de la L2 d'adossement. Les deux blocs ne peuvent pas se compenser. La validation du bloc disciplinaire de 60 ects entraîne de facto la validation de la L1 ou de la L2 d'adossement. Il existe une mineure santé de 10 ects pour chaque niveau des LAS 1, 2 et 3. Celles-ci sont pédagogiquement indépendantes afin de permettre l'accès en LAS2 à des étudiants n'ayant pas suivi de LAS1.</p> <p>La licence de Droit a une capacité d'accueil de 40 en LAS1.</p> <p>L'examen final sous forme de QCM est organisé au même moment par AMU le même jour pour tous les étudiants de LAS des universités partenaires en présentiel sur le site Timone de la Faculté de SMPM. L'interclassement est réalisé selon des règles communes et des méthodes de lissage qui tiennent compte de l'hétérogénéité des moyennes obtenues entre licences d'accueil des LAS dans les 3 universités.</p>